

Déchéance de nationalité, l'Allemagne, à son tour, prépare de nouveaux critères

écrit par Juvénal de Lyon | 6 avril 2025



Déchéance de nationalité : L'Allemagne, lassée, prépare à son tour de nouveaux critères



Déchéance de nationalité : L'Allemagne, lassée, prépare à son tour de nouveaux critères

A leur tour, les Allemands sont excédés par leurs immigrés islamiques et commencent à prendre en compte certaines réalités d'une civilisation étrangère inassimilable et dont les valeurs (sic) sont opposés à celles de nos démocraties. Les critères coraniques (faut pas charrier !) ne sont pas compatibles avec nos moeurs, nos lois, nos comportements, notre art de vivre, n'en déplaise à Madame Le Pen ! Ici nous buvons du vin, mangeons du cochon non halal, alors « qu'ils mettent donc les voiles » !

Juvénal

L'Allemagne pourrait bientôt renforcer sa législation sur la déchéance de nationalité, en particulier à l'égard des binationaux impliqués dans des actes d'antisémitisme, d'extrémisme ou de soutien au terrorisme. Un document de travail destiné à servir de base aux négociations de coalition au sein du futur gouvernement allemand Merz révèle l'intention claire de durcir les conditions de retrait de la citoyenneté, à condition que l'individu concerné dispose d'une autre nationalité.

Le document en question, intitulé « [loi sur la citoyenneté](#) », précise que les autorités allemandes souhaitent examiner la possibilité juridique de retirer la nationalité aux personnes reconnues coupables d'actes extrémistes, ou qui appellent à la destruction de « l'ordre démocratique » (la charia est visée). Cette mesure viserait exclusivement les personnes possédant une double nationalité, afin d'éviter toute création d'apatrides, ce qui serait contraire au droit international.

Ce projet s'inscrit dans un contexte politique tendu, marqué par des négociations entre la CDU/CSU (conservateurs) et le SPD (social-démocrates), qui tentent d'aligner leurs positions sur l'immigration, l'intégration et la sécurité intérieure.

Le document en question, intitulé « [loi sur la citoyenneté](#) », précise que les autorités allemandes souhaitent examiner la possibilité juridique de retirer la nationalité aux personnes reconnues coupables d'actes extrémistes, ou qui appellent à la destruction de l'ordre démocratique. Cette mesure viserait exclusivement les personnes possédant une double nationalité, afin d'éviter toute création d'apatridie, ce qui serait contraire au droit international.

Ce projet s'inscrit dans un contexte politique tendu, marqué par des négociations entre la CDU/CSU (conservateurs) et le SPD (social-démocrates), qui tentent d'aligner leurs positions sur l'immigration, l'intégration et la sécurité intérieure en vue de la coalition gouvernementale.

Des critiques au sein même du gouvernement

Certains élus du SPD, notamment le maire de Brême

Andreas Bovenschulte, ont exprimé de vives réserves à l'égard de cette proposition. Selon eux, une telle réforme enverrait un message « négatif » (sic) à l'égard des cinq millions de binationaux vivant en Allemagne, qui pourraient avoir le sentiment que leur citoyenneté est conditionnelle, voire moins légitime.

Les détracteurs craignent également une application arbitraire des critères d'antisémitisme ou d'extrémisme, en l'absence de définitions claires et uniformes. Cela pourrait entraîner des discriminations et fragiliser le principe d'égalité devant la loi.

Une tendance qui dépasse les frontières allemandes

Ce débat ne se limite pas à l'Allemagne. D'autres pays membres de l'espace Schengen, comme les Pays-Bas et le Danemark, envisagent eux aussi des règles plus strictes en matière de citoyenneté, notamment en cas de délits à caractère haineux ou terroriste. Cette dynamique suggère une reconfiguration de la notion de nationalité en Europe, où celle-ci pourrait devenir un droit réversible sous certaines conditions.

Alors que l'Allemagne s'interroge sur les limites de sa tolérance républicaine, la déchéance de nationalité revient au centre des discussions politiques. Entre impératifs de sécurité et respect des droits fondamentaux, le débat promet d'être aussi juridique qu'idéologique.

Source : <https://observalgerie.com/2025/04/03/immigration/decheance-nationalite-lallemagne-nouveaux-criteres/>

Juvénal de Lyon